

**La coalition du « Printemps européen », menée entre autres par l'ancien ministre grec des finances Yánis Varoufákis, a tenu une convention sur la « solidarité européenne » ce week-end à Varsovie.**

**Varsovie** - Tout un symbole. C'est dans l'un des laboratoires de la nouvelle droite européenne - la Pologne - que s'est tenue ce week-end la convention du « Printemps européen ». Cette large coalition électorale rassemble plusieurs organisations de la « nouvelle gauche » continentale, du mouvement pan-européen DIEM25 au collectif « Zagreb je NAŠ! », en passant par le parti français Génération·s de l'ancien candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon, ou encore le parti écolo-socialiste polonais Razem (« Ensemble »).

Dans une des salles obscures du Kino Wisła, au cœur du quartier du vieux Żoliborz à Varsovie, l'hôte du jour Razem a réuni plusieurs figures de la gauche européenne pour discuter devant environ 200 personnes du thème de la « solidarité en Europe ».

Marta Tycner, membre de la direction de Razem a plaidé pour que « *l'Europe repense la notion de citoyenneté* ». Critiquant la dérive néolibérale de la construction européenne, elle a estimé que « *si l'Europe nous a donné le droit de circuler librement, (...) c'est parce que nous représentons de la main d'œuvre aux yeux des dirigeants* ». [Selon l'historienne](#), « *pour être pleinement citoyens, nous demandons l'égalité des droits, que nous vivions en Pologne, en Scandinavie, en France ou ailleurs en Europe* ».

La députée européenne Isabelle Thomas lui a emboîté le pas, en insistant sur la nécessité d'un pacte social à l'échelle du continent européen. La parlementaire bretonne, membre de Génération·s, a ainsi plaidé pour un « *revenu minimum européen* », un « *programme d'investissement écologique* » ainsi qu'une « *généralisation des 35 heures hebdomadaires* », qui doivent devenir selon elle « *la norme dans toute l'Europe* ». Un clin d'œil [à la récente pétition de Razem](#), visant à porter au Szejm le débat sur la réduction progressive du temps de travail, dans un pays où les salariés passent en moyenne 30% de plus de temps au travail qu'en France.

Un autre thème fort de la journée a porté sur les droits des femmes, particulièrement malmenés en Pologne ces dernières années. Florentyna Gust a notamment fait une intervention remarquée, en attaquant frontalement le parti Droit et justice (PiS), dont les parlementaires - majoritaires - « *n'ont d'autres obsessions que de vouloir gouverner nos vies* ». Avec Agnieszka Dziemianowicz-Bąk, elles ont également plaidé pour que l'égalité des femmes européennes soit au cœur de la campagne du Printemps européen, estimant « *qu'il ne peut y avoir de démocratie sans droits égaux pour les femmes.* »

**« Internationale fasciste »**

En guise d'entrée et de dessert, les interventions du jeune philosophe croate Srećko Horvat et de l'ancien ministre grec des finances Yánis Varoufákis, ont quant à elles déplacé le thème des échanges vers la question de la démocratie en Europe, alors que les droites dures font des percées

électorales dans de nombreux pays de l'Union.

Le disciple de Slavoj Žižek et co-fondateur de DIEM25, a d'entrée de jeu donné le ton, en estimant que « si on [lui] avait demandé (...) il y a deux ou trois ans de parler de démocratie, [il] aurai[t] sans doute répondu que ce n'était pas très radical », enchaînant que « désormais, malheureusement, quelques années après, [ça l'est] devenu ». Pour Srećko Horvat, « il n'y a plus de démocratie en Europe (...), quand on voit la situation dans des pays comme la Pologne, ou comme la Hongrie où l'on change sans cesse la constitution malgré l'opposition du peuple, quand on voit la situation en Italie, ou quand on se souvient du propos de [Wolfgang] Schäuble lors du référendum grec, expliquant que la démocratie ne changerait rien ».



Yánis Varoufákis © Le Courrier d'Europe centrale/Ludovic Lepeltier-Kutasi

Yánis Varoufákis a estimé que ce qui se passe notamment en Hongrie, en Pologne et plus récemment en Italie avec l'accès au pouvoir de l'extrême-droite, montre « qu'une nouvelle internationale fasciste est en train de rassembler ses forces en Europe ». « Pourquoi le fascisme se renforce-t-il ? (...) Parce que nous sommes devenus les agents dociles des forces du marché », a-t-il développé.

Celui qui s'est rendu célèbre en critiquant sévèrement les plans de sauvetage de la Grèce par la Troïka, s'en est vertement pris à la Commission européenne et aux capitales occidentales en les comparant à la République de Weimar, poussant l'analogie jusqu'à prétendre que « la crise financière de 2008 en Grèce a été l'équivalent pour notre génération de la crise financière de 1929 ». Celle que les historiens situent comme le point de bascule qui permit l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne.

Selon l'universitaire, ancien compagnon de route du parti néocommuniste grec Syriza, « le nationalisme et le néolibéralisme sont les deux faces d'une même médaille toxique ». Pour Yánis Varoufákis, l'heure est grave au sein de l'Union européenne : « les fascistes ne viennent pas à nous avec des chemises brunes, la terreur et la violence, ils viennent à nous avec des promesses », prévenant que « personne en Europe ne peut prospérer si les autres membres de la communauté européenne sont soumis à l'oppression. »

### **Les inconnues d'une recomposition du paysage politique européen**

La coalition du « Printemps européen », construite à partir de DIEM25 rassemble également d'autres partis politiques de gauche au Danemark (Alternativet), au Portugal (Livre), en Italie (DemA), en Slovénie (Levica), en Grèce (MeRA25) et en Roumanie (Demos). Selon ses propres mots, elle a été créée « pour être une force d'unité à travers l'Europe entre les progressistes face au devoir historique de s'opposer, à la fois à l'ordre régressif et aux nationalistes xénophobes qui montent en raison des politiques d'austérité », mais n'est toutefois parvenue qu'à fédérer des mouvements marginaux électoralement dans leurs pays respectifs.

Cette initiative de Yánis Varoufákis vise également à concurrencer à gauche les partis sociaux-démocrates traditionnels ainsi que l'alliance formée par La France insoumise (LFI), Podemos (Espagne) et le « Bloco » portugais autour d'une vision plus critique de la construction européenne. Les prochaines élections européennes, prévues à la fin du printemps 2019, devraient acter une profonde recomposition du paysage politique européen, avec le déclin attendu du Parti socialiste européen (PSE) et des tensions inédites au sein du Parti populaire européen (PPE) face à la tentation nationale-conservatrice en vogue en Europe centrale.